

## LES FAITS MARQUANTS DE LA GIEC-25: MERCREDI 26 AVRIL 2006

La vingt-cinquième session du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution Climatique (GIEC-25) s'est ouverte Mercredi 26 avril, à Port Louis, à Maurice. Le matin, les délégués ont entendu les déclarations liminaires et ont adopté le projet de rapport de la GIEC-24. Ils ont également entamé les discussions sur les programme et budget du GIEC au titre de la période 2006-09, et sur l'édition 2006 des Lignes Directrices. L'après-midi, les discussions se sont poursuivies autour de l'édition 2006 des Lignes Directrices et le Groupe a commencé l'examen de la suite des travaux sur les scénarios relatifs aux émissions. Les délégués ont également débattu de certains aspects des Lignes Directrices de 2006 au cours d'une session de questions-réponses, tenue à l'heure du déjeuner, avec les Principaux Auteurs de Coordination, et dans une discussion de groupe de contact, tenue plus tard dans la journée. Des discussions du groupe de contact autour de la suite des travaux sur les scénarios relatifs aux émissions ont également eu lieu et l'Equipe d'Action sur les Finances (EAF) s'est réunie durant la pause déjeuner pour procéder à l'examen des programme et budget du GIEC au titre de la période 2006-09.

### OUVERTURE DE LA SESSION

S.N. Sok Appadu, du Service Météorologique de Maurice, a ouvert la session et a souhaité la bienvenue aux délégués. Remerciant Maurice pour l'accueil de la réunion, le Président du GIEC, Rajendra Pachauri (Inde), a souligné l'importance, pour Maurice, de l'évaluation des changements climatiques, en raison de l'élévation potentielle du niveau de la mer et du rôle de l'agriculture dans son économie. Il a mis en relief les avantages de la tenue des réunions du GIEC dans des lieux différents, y compris l'occasion pour les membres du GIEC d'interagir avec les experts scientifiques et gouvernementaux locaux. Le Président du GIEC, Pachauri, a suggéré que les délégués, en commençant à réfléchir sur les travaux futurs du GIEC, permettent à de nouvelles idées de stimuler les discussions.

Hong Yan, Secrétaire Général Adjoint de l'OMM, a souligné l'engagement de Maurice à relever le défi des changements climatiques. Il a déclaré que le GIEC est devenu une voix d'autorité en matière de science des changements climatiques, et a ajouté que de nombreuses décisions prises à la CdP/RdP 1 et CdP 11 étaient basées sur des constatations du GIEC. Il a également fait part de l'empressement des organes de l'OMC à coopérer avec le GIEC.

Alexander Alusa, de la Division des Conventions Environnementales, au PNUE, a fait état de l'expérience du GIEC dans l'éclairage du débat sur les changements climatiques et dans le déclenchement de l'action coopérative. Il a souligné l'intention du PNUE d'apporter son soutien au GIEC dans la dissémination des résultats du RE4 le plus largement possible et a indiqué que l'Unité d'Information du PNUE, chargée des Conventions, est déjà en train de divulguer une version simplifiée du Rapport Spécial concernant le Piégeage et la Fixation du Dioxyde de Carbone.

Halldór Thorgeirsson, Secrétaire Exécutif Adjoint de l'UNFCCC, a parlé du développement d'un marché de carbone dans le cadre du Protocole de Kyoto et des effets des travaux du GIEC sur le programme de l'UNFCCC. Au sujet des domaines importants pour l'interaction entre science et politique, il s'est référé au programme de travail quinquennal sur l'adaptation et à la proposition, avancée dans le cadre de l'UNFCCC, de traiter les rejets de gaz carbonique découlant de la déforestation. Thorgeirsson a attiré l'attention sur la référence au GIEC dans la décision concernant l'action coopérative à long terme sur les changements climatiques dans le cadre de l'UNFCCC et a mis en exergue le rôle du GIEC dans l'influence directe des positions nationales.

Anil Bachoo, Ministre Mauricien de l'Environnement et du Développement National, a encouragé le GIEC à fournir des données régionalement pertinentes aux pays en développement, et a mis en garde que l'ensemble des effets des changements climatiques sur les écosystèmes des petits Etats insulaires en développement n'est sans doute pas mesuré à sa juste valeur en raison du manque d'information et de recherche scientifique.

### APPROBATION DU PROJET DE RAPPORT DE LA GIEC-24

Les délégués ont approuvé le projet de rapport tel que présenté (IPCC-XXV/Doc. 2), soulignant que le Groupe peut, à cette réunion, procéder de nouveau à l'examen des décisions prises à la GIEC-24, dans le cadre des points appropriés de l'ordre du jour.

### PROGRAMME ET BUDGET DU GIEC AU TITRE DE LA PERIODE 2006-09

Renate Christ, Secrétaire Exécutive du GIEC, a introduit les Programme et Budget du GIEC au titre de 2006-09 (IPCC-XXV/Doc. 3, Add. 1) et a souligné que toutes les décisions prises à cette réunion auront besoin d'être reflétées dans les budgets des années à venir. Avec le Président du GIEC, Pachauri, elle a mis en exergue la nécessité pour les gouvernements d'apporter leurs contributions financières au titre de 2006.

Durant la pause déjeuner, l'EAF, co-présidée par Marc Gillet (France) et Zhenlin Chen (Chine), a tenu sa première réunion. L'EAF élaborera un projet de décision pour approbation par la plénière. La discussion a été axée sur les raisons des reports budgétaires importants, y compris le risque de voir de tels reports décourager les futures contributions gouvernementales au GIEC. L'EAF se réunira de nouveau jeudi matin, et le Secrétariat présentera un résumé des dépenses prévues d'ici la fin de l'actuelle période d'évaluation (2008), tandis que les Unités d'Appui Technique (UAT) fourniront des compléments d'information sur leurs propres activités.

### LIGNES DIRECTRICES DE 2006

La Coprésidente du Bureau du Groupe d'Action sur les Inventaires Nationaux de Gaz à Effet de Serre (BGA) Thelma Krug (Brésil) a introduit le projet de Lignes Directrices de 2006 (IPCC-XXV/Doc. 4b). Elle a expliqué que plus de 100 observations

émanant de 17 gouvernements ont été reçues et traitées, et que les révisions qui en ont résulté figuraient dans le nouveau document (IPCC-XXV/Doc. 4b, Add. 1).

La FEDERATION DE RUSSIE a demandé des éclaircissements sur le point de savoir si toutes les observations gouvernementales ont été prises en compte et sur le timing de l'utilisation des nouvelles méthodologies. Le BRESIL a fait part de ses réserves concernant le fait que sa soumission portant sur l'estimation des rejets émanant des terres inondées n'ait pas été prise en compte, et concernant l'acceptation des Lignes Directrices de 2006 telles que formulées. L'ALLEMAGNE, appuyée par la NORVEGE, a demandé un délai pour l'examen des révisions figurant dans le document IPCC-XXV/Doc. 4b, Add. 1. L'AUTRICHE et la NORVEGE ont apporté leur appui aux réserves du BRESIL concernant les estimations relatives aux terres inondées et ont mis en garde contre les incohérences éventuelles dans les méthodologies lors de leur utilisation au niveau des projets. La FINLANDE a demandé des éclaircissements sur le rôle et la classification de la tourbe. Faisant noter que le chapitre consacré aux terres inondées représente un compromis prudent, le CANADA a plaidé pour l'acceptation des Lignes Directrices de 2006, telles que formulées. La CHINE a proposé de supprimer la référence à la combustion spontanée, indiquant qu'il s'agit là d'un phénomène naturel et non d'une source anthropique. L'EGYPTE a appelé à l'insertion du potentiel des aérosols, en particulier ceux émanant du secteur de l'industrie, de réchauffer la surface de la planète. Le délégué des ETATS-UNIS a mis en garde contre l'introduction de nouvelles modifications dans le document, indiquant que les Lignes Directrices de 2006 sont conçues comme étant un paquet global et mettant en relief le danger que représentent la suppression de chapitres ou leur confinement dans des annexes.

Au cours d'une session de questions-réponses, tenue avec les Principaux Auteurs Coordinateurs, les délégués ont débattu de la question du stock de carbone contre celle de l'adoption de méthodes fluidifiantes pour le calcul des rejets émanant des terres inondées et des risques de surestimation et de double comptage. Ils ont convenu de poursuivre, dans un groupe de contact, les discussions sur la manière d'intégrer dans le chapitre consacré aux Lignes Directrices de 2006 concernant les terres inondées, les chapitres appropriés du Guide des Bonnes Pratiques en matière d'UTCAFT. Les délégués ont également décidé de garder dans une annexe, une référence au méthane émanant des terres humides et ont débattu de la question de la combustion spontanée et d'une gamme d'autres observations soumises, auparavant, par les gouvernements.

Au cours de la séance plénière de l'après-midi, la FEDERATION DE RUSSIE, appuyée par l'ARABIE SAOUDITE et la SUISSE, a demandé qu'un collationnement des observations soumises par les gouvernements au sujet des Lignes Directrices de 2006, soit mis à disposition de la plénière. Le Coprésident du BGA, Taka Hiraishi (Japon) a indiqué qu'il n'est pas de la pratique du GIEC de distribuer ces dernières à tout un chacun, et le Secrétariat du GIEC a expliqué que toutes les observations écrites sont disponibles sur demande. Le BRESIL a souligné la nécessité de résoudre les questions encore en suspens dans les Lignes Directrices de 2006, avant de passer au chapitre consacré à la vue d'ensemble.

Le ROYAUME-UNI, appuyé par MAURICE, la NORVEGE, le CANADA, le MAROC et d'autres, a souligné l'importance de l'acceptation des Lignes Directrices de 2006 et de l'adoption du Chapitre consacré à la Vue d'Ensemble, à cette session. Encourageant les parties à être pratiques, il a appelé à une concentration sur les aspects particuliers des Lignes Directrices de 2006 dans un groupe de contact et à l'examen du Chapitre de la Vue d'Ensemble, dans la plénière.

Le Président Pachauri a indiqué que le Secrétariat fera des copies électroniques et un nombre limité de copies imprimées des observations des gouvernements, qui seront mises à disposition d'ici jeudi matin, mais a mis en garde contre le retardement de l'acceptation des Lignes Directrices de 2006 à cette session, compte tenu du panier de travail qui attend, ayant trait au RE4. Il a annoncé que les discussions de groupe de contact auront lieu dans la soirée

et peut-être aussi, jeudi matin, pour traiter les questions particulières, figurant dans les Lignes Directrices de 2006, soulevées durant la journée.

### **SUITE DE TRAVAUX SUR LES SCENARIOS RELATIFS AUX EMISSIONS**

Après une brève introduction par le Secrétaire particulier, Christ, le Président du GIEC, Pachauri, a résumé sa proposition pour la décision concernant la suite des travaux sur les scénarios relatifs aux émissions (IPCC-XXV/Doc. 17). La discussion sur la manière de procéder a été basée sur cette proposition, sur les recommandations du GANSE (IPCC-XXV/Doc. 11) et sur la lettre émanant de John Mitchell, Scientifique en Chef du Met Office, au Royaume-Uni, concernant les nouveaux scénarios du GIEC relatifs aux émissions (IPCC-XXV/INF. 6).

Plusieurs délégués, dont le SOUDAN, le KENYA, l'INDE, l'ESPAGNE, le VENEZUELA, l'ALLEMAGNE et la FRANCE, ont soutenu l'idée d'aller vers l'avant avec les nouveaux scénarios. La FRANCE a ajouté que des scénarios intégrés pourraient être au-delà du champ de compétence du GIEC et, avec les PAYS-BAS et d'autres, a souligné le besoin de se focaliser sur un nombre restreint de scénarios. La CHINE a fait part de ses réserves concernant le risque de voir la poursuite des nouveaux scénarios au stade actuel, éloigner les ressources du RE4, et a suggéré de reporter les travaux sur les scénarios. Le Royaume-Uni a indiqué qu'au-delà de l'évaluation pure, il y a un besoin qui doit être reconnu. L'Australie a déclaré qu'il est important de s'assurer que tout nouveau processus soit clairement différencié des processus précédents. Plusieurs délégués ont souligné la nécessité de la participation des pays en développement. La représentante des ETATS-UNIS a expliqué l'importance de la prise d'une mesure fondamentale à propos du rôle du GIEC dans les nouveaux scénarios d'émissions et, avec l'ARABIE SAOUDITE, a souligné que le GIEC ne devrait pas aller au-delà d'un rôle de facilitation en passant commande ou en dirigeant l'élaboration de scénarios, cela pouvant compromettre son rôle d'évaluation.

Le Président du GIEC, Pachauri, a clôturé en notant l'importance d'alerter la communauté scientifique du besoin d'un cadre de modélisation et de s'embarquer rapidement dans un cours d'action. Il a également mis en relief l'implication d'experts issus des pays en développement.

Dans le groupe de contact, les délégués ont poursuivi leurs discussions sur les scénarios d'émissions, procédant à l'examen de sujets tels que la définition du terme "coordination" et sur l'importance de s'assurer d'un large appui en faveur du rôle du GIEC. Le délégué des ETATS-UNIS a mis en exergue la fonction d'évaluation qui prime sur la coordination et a débattu de l'importance de la poursuite de l'implication de la communauté des modélisations climatiques américaines.

### **DANS LES COULOIRS**

Les délégués à la GIEC-25 avaient un bon moral, mercredi, et ce, en dépit du fait qu'ils avaient devant eux un ordre du jour pour franchir un certain nombre d'écueils potentiels. Les nouveaux venus au processus pourraient avoir senti que les progrès en plénière sont lents, mais les observateurs vétérans étaient plus optimistes. La prédiction que la réunion engloberait le "polisson malicieux habituel" a semblé bien placée, les discussions sur les Lignes Directrices de 2006 ont été retenues sur une ou deux questions techniques et procédurales. Les Progrès ont également été lents à venir sur la question des terres inondées, comme de nombreux participants s'y attendaient.

Une journée de la réunion est passée et l'humeur est restée, à la fin de la session, optimiste, même si de nombreux délégués devaient passer la réception de la soirée à poursuivre des discussions de groupe de contact, et que plusieurs d'entre eux ont prévu de retourner tôt, jeudi matin pour davantage du même genre. De nombreux délégués étaient confiants que la dynamique va s'amplifier au cours des deux prochaines journées.